

**PROCES VERBAL DU COMITE SYNDICAL  
DE SAVOIE DECHETS  
DU VENDREDI 28 AVRIL 2023 à 14 h 30**

Le Comité Syndical, légalement convoqué le 21 avril 2023 s'est réuni le 28 avril 2023 à 14 h 30, à l'UVETD, salle de réunion du 2<sup>ème</sup> étage, 336 Rue de Chantabord 73000 CHAMBERY et en visioconférence.

L'ordre du jour de la séance a été affiché le 21 avril 2023.

**Nombre de délégués en exercice : 39, Nombre de présents 17, Nombre de votants : 22**  
**- Etaient présents : 21**

<b>Communauté d'Agglomération Arlysère</b>	DAL BIANCO Serge	Délégué titulaire
	VIGUET-CARRIN Françoise	Déléguée titulaire
	ZOCCOLO Alain	Délégué titulaire
<b>Communauté d'Agglomération Grand Chambéry</b>	BENEVISE Marie	Présidente
	BOIX-NEVEU Arthur	Vice-Président
<b>Communauté d'Agglomération Grand Lac</b>	DRIVET Jean-Marc	Vice-Président
	GRANGE Yves	Délégué titulaire
<b>Communauté de Communes Cœur de Chartreuse</b>	BLANQUET Denis	Vice-Président
<b>Communauté de Communes Cœur de Savoie</b>	VAN STRAATEN Nicolas	Délégué titulaire
	FANTIN Philippe	Délégué suppléant
<b>Communauté de Communes du Lac d'Aiguebelette</b>	TAIN Daniel	Délégué suppléant
<b>Communauté de Communes des Versants d'Aime</b>	HANRARD Bernard	Délégué titulaire
	VIBERT Christian	Délégué suppléant
<b>Syndicat Intercommunal de Ramassage et de Traitement des Ordures Ménagères de Maurienne (SIRTOMM)</b>	CECILLE Joël	Délégué titulaire
	CHEMIN François	Vice-Président
	SIMON Christian	Délégué titulaire
	VARESANO José	Délégué titulaire

**Délégués participant en visio de droit commun : 4**

DESMARET Xavier ; THEVENON Raphaël ; BOURGEOIS Florence ; BARBIER Marie-Claire

**Délégués excusés ayant donné pouvoir de vote : 1**

RAUCAZ Christian donne pouvoir de vote à ZOCCOLO Alain

**Délégués excusés : 4**

SARTORI Walter ; RUFFIER-LANCHE René ; BOIRON Laurence ; SANDFORD Erica

**Délégués absents : 13**

BRUN Pierre ; FABRE Maryse ; GRILLAUD Laurent ; JOLY Max ; GIRAUD Murielle ; DANIS Georges ;

AMET Yannick ; FRAISSARD Jean-Claude ; BRUNIER Thierry ; GUIGUE Thibault ; LAURENT Philippe ; MAITRE Florian ; ROUGEAUX Jean-Pierre

## **ORDRE DU JOUR**

Validation du procès-verbal du Comité Syndical du 24 mars 2023

### **1. CENTRE DE TRI**

1.1 Information : Présentation bilan 2022 TRIALP

1.2 Motion en faveur du maintien du service public de collecte et de traitement pour le recyclage des bouteilles plastiques

### **2. ADMINISTRATION GENERALE**

2.1 Autorisation de lancer une consultation pour la réalisation de prestations de transport de déchets pour les besoins de Savoie Déchets

### **3. BIODECHETS**

3.1 Convention de mise à disposition d'une partie de l'ancienne UIOM de Valezan à la COVA

### **4. FINANCES**

4.1 Demande de subvention au titre du fonds d'accélération de la transition écologique « Fonds Vert »

4.2 Approbation des comptes de gestion 2022 de Savoie Déchets

4.3 Approbation des comptes administratifs 2022 de Savoie Déchets

4.4 Affectation du résultat 2022 – Budget annexe 02 « Gestion des passifs » de Savoie Déchets

4.5 Approbation des budgets supplémentaires 2023 – Budget principal et budgets annexes « Gestion des passifs », « Centre de tri de Gilly sur Isère », « Centre de tri de Chambéry » de Savoie Déchets

### **5. QUESTIONS DIVERSES**

5.1 Calendrier des réunions

## **Ouverture de la séance**

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h46.

Monsieur Arthur BOIX-NEVEU est désigné en qualité de secrétaire de séance par le Comité Syndical.

## **Validation du procès-verbal du Comité Syndical du 24 mars 2023**

Le procès-verbal du Comité Syndical du 24 mars 2023 est approuvé sans modification et à l'unanimité par les membres présents et représentés.

## 1. CENTRE DE TRI

### 1.1 Information : Présentation bilan 2022 TRIALP

Monsieur Jean-Louis HOFBAUER, PDG de TRIALP et Monsieur Gauthier MESTRALLET, PDG de TRI VALLEES présentent le diaporama suivant :



## Equipe encadrement



**Raoul Chivot**  
Responsable  
d'exploitation



**Arnaud De Cosas**  
Responsable  
prestation Centre de Tri  
(Présence le matin)



**Hadji Radjabou**  
Chef d'équipe nuit



**Dany Fonkeu**  
Chef d'équipe  
après-midi

## Equipe accompagnement



**Maryline  
Burnet-Merlin**  
Responsable  
Service  
Accompagnement



**Audrey  
Espelleta**  
Chargée  
d'accompagnement

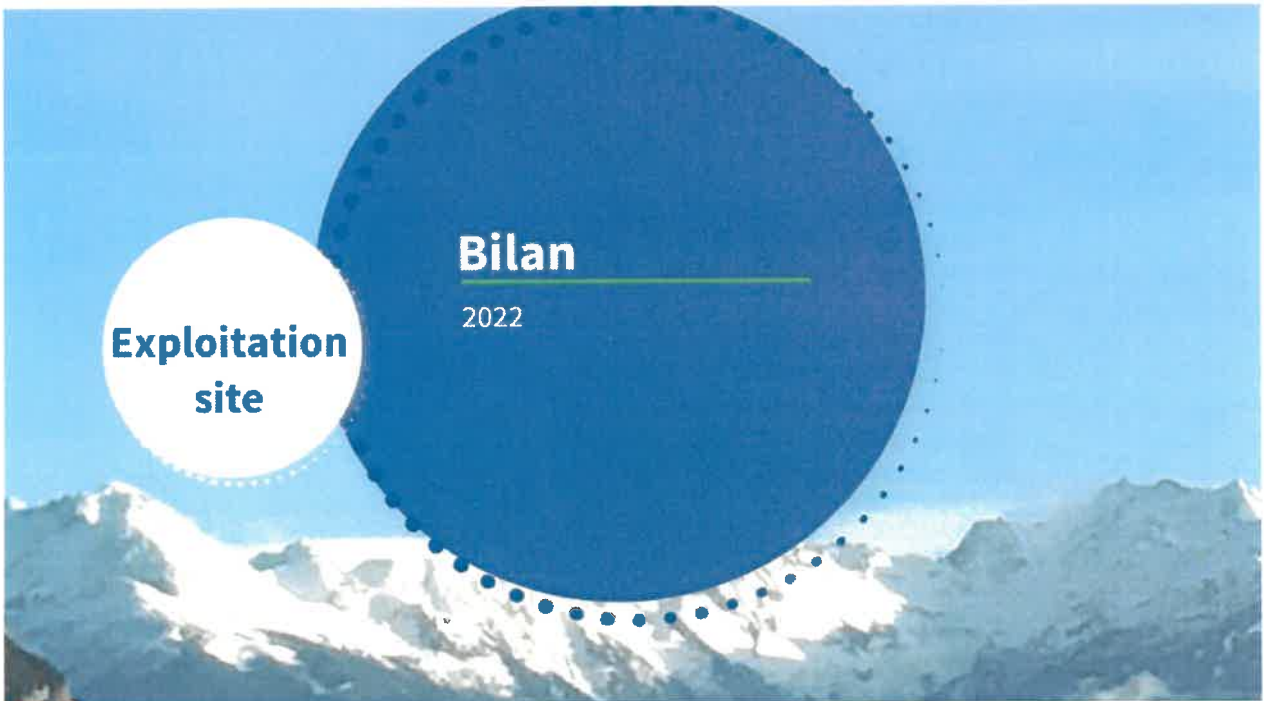


**Sandrine  
Zambardi**  
Chargée  
d'accompagnement

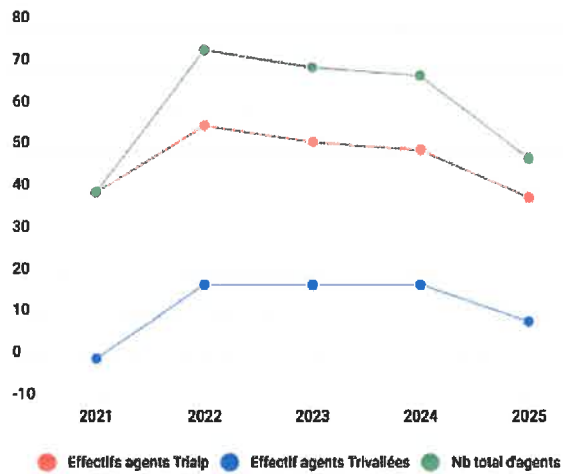




## Prestations réalisées sur le centre de tri



### Effectifs quotidien agents



### Faits marquants marché 2021 - 2022

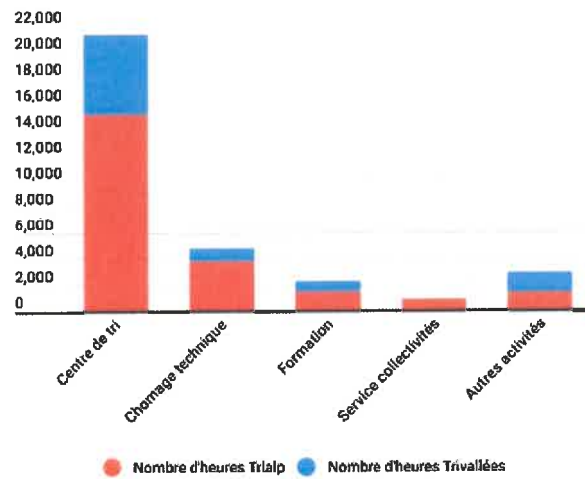
#### Novembre 2021 :

Mise en place de l'équipe de nuit  
Intégration des agents Trivallées

#### Septembre 2022 - Janvier 2023

Fermeture du centre pour modernisation : 19.09.2022  
Redémarrage de l'activité 1 équipe : 03.11.2022  
Redémarrage 2ème équipe : 21.11.2022  
Redémarrage équipe de nuit : 09.01.2023

Reclassement des agents Trialp et Trivallées au cours de la période de fermeture et de MSI du 19/09/2022 au 06/01/2023 (nombre d'heures).





## Evolution accompagnement

### Trialp

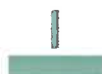
**2019**

145 personnes  
69% de sorties



**2020**

148 personnes  
50% de sorties



**2021**

182 personnes  
60% de sorties



**2022**

212 personnes  
67% de sorties

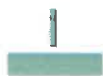


## Evolution accompagnement

### Tri-Vallées

**2019**

136 personnes  
77.78 % de sorties



**2020**

124 personnes  
40.63% de sorties



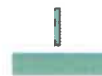
**2021**

143 personnes  
65.91% de sorties



**2022**

123 personnes  
69.23% de sorties





## Bilan accompagnement 2022



Trialp



212 personnes accompagnées

- 46 séniors
- 37 femmes
- 16 personnes en situation de handicap
- 54 demandeurs d'emploi longue durée
- 60 issues des minimas sociaux
- 59 jeunes de moins de 26 ans



## Bilan accompagnement 2022



Tri-Vallées



123 personnes accompagnées

- 10 séniors
- 36 femmes
- 11 personnes en situation de handicap
- 54 demandeurs d'emploi longue durée
- 17 issues des minimas sociaux
- 37 personnes sans ressources
- 28 jeunes de moins de 26 ans



## Bilan accompagnement 2022



Trialp

où sont-elles?

- 11 personnes en CDI
- 16 personnes en CDD > 6 mois
- 10 personnes en CDD < 6 mois
- 2 personnes en formation
- 4 personnes dans d'autres structures d'insertion
- 2 personnes en retraite



## Bilan accompagnement 2022



Tri-Vallées

où sont-elles?

- 5 personnes en CDI
- 1 personne à créé son entreprise
- 4 personnes en CDD > 6 mois
- 9 personnes en CDD < 6 mois
- 3 personnes en formation qualifiante
- 2 personnes dans une autre structure d'insertion
- 1 personnes en congés maternité
- 1 personne en retraite



## Bilan accompagnement 2022



Centre de  
Tri

113 personnes accompagnées

- 12 séniors
- 27 femmes
- 24 demandeurs d'emploi longue durée
- 35 personnes issue des minimas sociaux
- 33 jeunes de moins de 26 ans

Résidents sur  
Aix les Bains Barberaz,  
Bassens, Challes les  
Eaux, Chambéry,  
Cognin, La Motte  
Servolex, Point de  
Beauvoisin Tresserve,  
Voglans

20% détiennent  
le permis B

## Bilan accompagnement 2022



Centre de  
Tri - TV 73

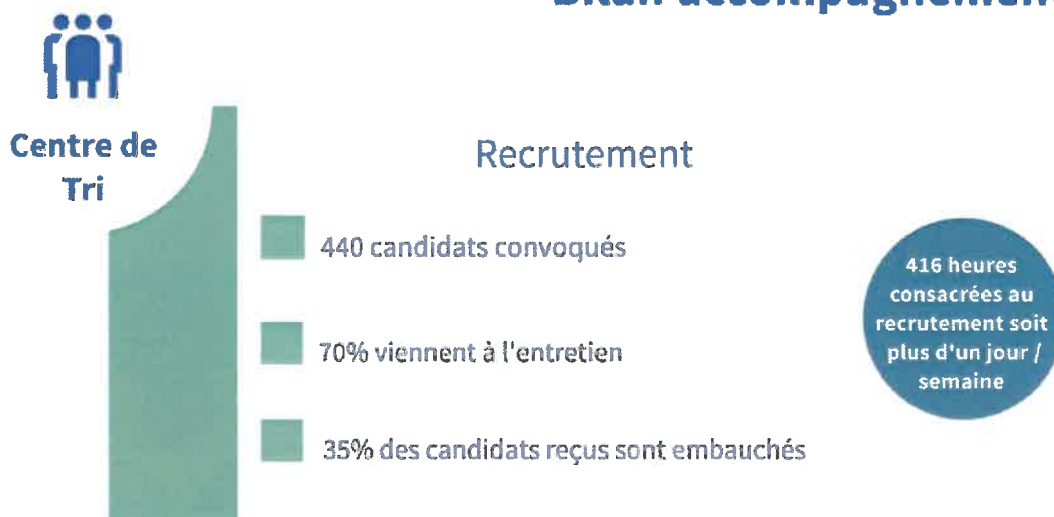
34 personnes accompagnées

- 11 séniors
- 14 femmes
- 5 personnes issue des minimas sociaux
- 11 demandeurs d'emploi longue durée
- 12 jeunes de moins de 26 ans

Résidents sur  
Albertville, Ugine,  
Frontenex, St Hélène  
sur Isère, Montmélian,  
la Bâthie,

8.82% détiennent  
le permis B

## Bilan accompagnement 2022



## Bilan accompagnement 2022

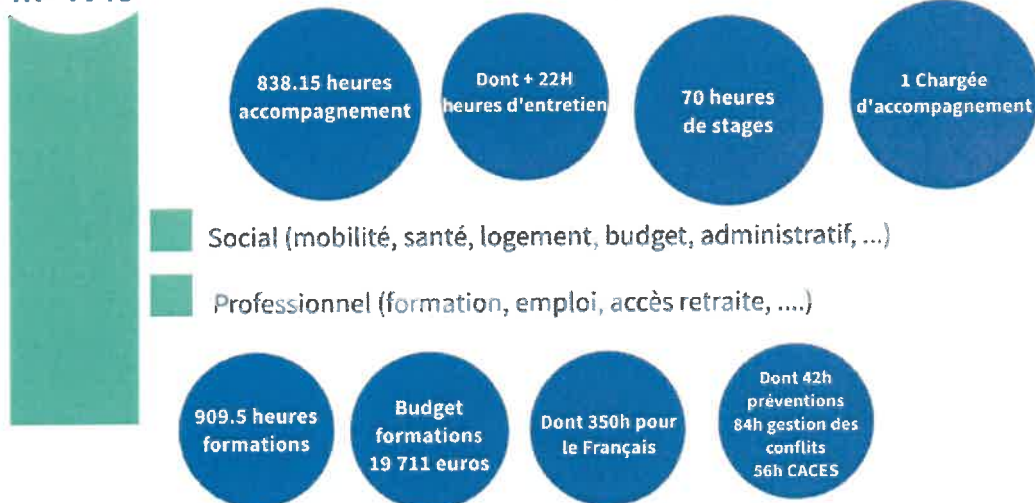




Centre de  
Tri - TV 73

## Bilan accompagnement 2022

### Actions d'accompagnement

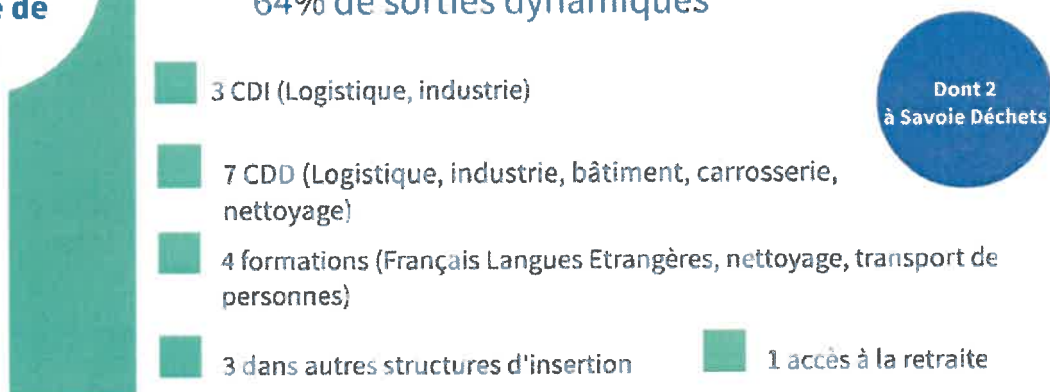


## Bilan accompagnement 2022



Centre de  
Tri

### 64% de sorties dynamiques



## Bilan accompagnement 2022



Centre de  
Tri - TV73

66.67% de sorties dynamiques

- 3 CDD (Logistique, industrie, bâtiment, carrosserie, nettoyage)
- 2 personnes en formation qualifiante (Geiq industrie & Formation Aide à domicile)
- 1 dans une autre structure d'insertion

## Bilan accompagnement 2022



Centre de  
Tri



9 mois de présence en moyenne

22% d'arrêt  
durant le 1er  
mois

10% d'arrêt  
pour raison  
de santé

62% d'arrêt  
durant le 1er  
contrat de 4  
mois

22%  
d'abandon  
de poste

28% reste  
plus d'un an





Centre de  
Tri - TV 73

## Bilan accompagnement 2022



14 mois de présence en moyenne

2% d'arrêt  
durant le 1er  
mois

1 arrêt pour  
raison de  
santé

41% d'arrêt  
dans les 6  
mois de  
contrat

1 abandon  
de poste

58.81% reste  
plus d'un an



Centre de  
Tri

## Bilan accompagnement 2022

### Exemple du parcours de Mr C

Arrivé en France en 2018 - Vit en couple avec ses 2 enfants en résidence sociale  
Agent de tri Polyvalent Octobre 2020 - Septembre 2022

Accompagnement aux démarches liées

- Titre de séjour
- Logement (demande de logement social, action logement)
- Mobilité
- Santé
- Administratif divers

Formation d'ateliers Français Langues Etrangères réalisées en interne

Mr a souhaité se diriger vers un projet professionnel dans le domaine du BTP > GEIQ BTP > contrat de professionnalisation en tant qu'aide maçon.

Son parcours aura duré 23 mois. Au fil des mois monsieur C a amélioré son français, gagne confiance en lui dans sa capacité à réaliser des démarches en autonomie et a pu mettre en place un projet professionnel qui lui tenait à cœur.



Centre de  
Tri - TV 73

## Bilan accompagnement 2022

### Exemple du parcours de Mme B.



Arrivé chez Tri-vallées en juin 2021 au centre de tri de Gilly-sur-isère  
Agent de tri de juin 2021 au 1 avril 2022.

Accompagnement aux démarches liées :

- Mobilité
- Administratif divers ( CAF, Impôts...)
- Accompagnement TRE
- Recherche de formations
- PMSMP

Formation code de la route réalisée avec l'aide de sa CIP  
Passage du Code en décembre 2021.

Mme B a souhaité se diriger vers un projet professionnel dans le domaine de l'industrie  
PMSMP chez POMA fin mars 2022  
Intégration du GEIQ > contrat de professionnalisation en tant qu'agent logistique.

Son parcours aura duré 10 mois. Pendant son parcours Mme B a montré une forte volonté dans son  
accompagnement. Elle a été motivée et cette motivation l'a emmené à réaliser un parcours sans fautes et une belle  
réussite car aujourd'hui elle termine son contrat de professionnalisation et va signer un CDI.

### Perspectives

2023

commentaires / précisions

Mise en place d'un référent par équipe



Formation FLE renforcée



Bilan évolution agents hebdomaire



Formation initiale déchets nouveaux agents

Prévu en 2023

Mise en place d'une badgeuse

Prévu en 2024

Mise en place d'une convention eaux incendie du centre de tri

En cours de rédaction

### 1.2 Motion en faveur du maintien du service public de collecte et de traitement pour le recyclage des bouteilles plastiques

Madame Marie BENEVISE, Présidente, indique que fin janvier 2023, la secrétaire d'Etat auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, Madame Bérengère COUILLARD, réunissait tous les acteurs du secteur des déchets pour relancer une concertation nationale sur la mise en place d'un dispositif de « consigne pour recyclage des bouteilles en plastique ».

Cette vraie fausse bonne idée refait surface après avoir été écartée en 2019 de la loi AGECE à la suite de la mobilisation des collectivités et des associations de consommateurs et de protection de l'environnement qui ont porté une parole commune et ont fait front contre ce projet incohérent.

Le terme de consigne renvoie au réemploi, consistant à retourner, laver et reconditionner un emballage pour éviter de re-produire un nouvel emballage. Or le projet envisagé pour la consigne des bouteilles plastiques ne vise pas le réemploi mais le recyclage pour fabriquer d'autres emballages plastique.

Les industriels de la boisson (Nestlé Water, Coca, PepsiCo, Danone) sont à l'initiative de ce projet et restent toujours extrêmement favorables à l'instauration d'une consigne qui leur permettrait, dans le cadre de leur stratégie industrielle : de verdir l'image de la bouteille jetable pour la pérenniser, de fidéliser les consommateurs et de prendre le contrôle d'une matière recyclable essentielle et lucrative (le PET) pour atteindre le taux de collecte pour recyclage de 90% en 2029 inscrit dans la Loi AGECC.

Fin 2022, la Commission Européenne reprenait dans son projet de Règlement sur les Emballages la mise en place automatique de la consigne sous la forme d'une obligation de moyen pour tout état membre qui n'atteindrait pas ces 90%.

Les associations de collectivités locales, de nombreuses associations de consommateurs et de protection de l'environnement, mais aussi des professionnels du déchet soutiennent unanimement que le déploiement de ce dispositif ne peut être le seul moyen d'atteindre l'objectif de recyclage et que le service public de collecte des déchets est parfaitement à même de relever ce défi.

Tout d'abord, parce que les extensions de consigne de tri à tous les emballages en plastique ne sont effectives que depuis le 1er janvier 2023 et qu'il existe encore une marge de progression aux 67% atteints fin 2021 sur la part des bouteilles en plastique gérées par le service public de gestion des déchets avec une augmentation tendancielle du taux de recyclage de 3%/an (source ADEME) au cours de ces dernières années.

Ensuite parce que la généralisation de la collecte sélective en dehors du foyer doit maintenant avoir lieu dans l'espace public, dans la restauration collective et sur les lieux de travail.

Par conséquent, le dispositif de fausse consigne des bouteilles en plastique ne répondrait en rien aux enjeux actuels :

• **Il aboutirait à une régression sur le plan environnemental**

- Parce qu'il ne s'agit en aucun cas d'une consigne pour réemploi comme par le passé pour le verre, mais bien d'une consigne pour recyclage, au mieux dans les mêmes conditions que lorsque les bouteilles sont triées dans les bacs jaunes des collectivités ;
- Parce que la fausse consigne contribuerait à pérenniser le modèle de la bouteille en plastique à usage unique et même à augmenter la consommation de bouteilles en plastique comme c'est le cas en Allemagne ;
- Parce que la fausse consigne complexifierait le geste de tri alors que les extensions des consignes de tri ont pour objectif de le simplifier ;
- Parce que la fausse consigne créerait un double système de collecte et de recyclage des bouteilles, en s'ajoutant au service public de gestion des déchets qui les collecte et les recycle déjà depuis plus de trente ans dans les bacs jaunes.

• **Il infligerait au consommateur une double peine**

- Par une perte supplémentaire du pouvoir d'achat via le coût de la consignation qui augmentera le prix de toutes les boissons en bouteille ;
- Par le déploiement d'un réseau d'automates de déconsignation qui amènerait à de lourds investissements nécessairement portés par le consommateur/contribuable ;
- Par une rupture d'égalité d'accès au service du tri en raison d'un maillage territorial de points de collecte moins en proximité que le système actuel.

• **Il conduirait à déséquilibrer le modèle économique de gestion des déchets ménagers par les collectivités territoriales**

- Parce que les collectivités se verraient retirer une source de recettes alors qu'elles ont investi pour moderniser leurs centres de tri ;
- Parce qu'elles devraient compenser cette perte de recettes par une hausse de la fiscalité (la vente de plastique étant aujourd'hui l'un des gisements ayant une valeur marchande qui permet de réduire le coût de la gestion des déchets).

SAVOIE DECHETS s'oppose fermement à la création de ce dispositif de consignation des bouteilles en plastique et rejoint en cela la position portée par les syndicats de déchets et intercommunalités, associations d'élus et de consommateurs.

## INTERVENTIONS

Monsieur Christian SIMON souhaite avoir des précisions concernant les automates de supermarché dont il est question.

Madame Marie BENEVEISE explique qu'il s'agit d'une boîte installée dans les supermarchés et dans laquelle les clients viennent déposer leurs bouteilles plastiques, bien souvent en échange d'un bon d'achat pour faire leurs courses. Ces automates auront un coût, qui pour le consommateur viendra se rajouter au coût actuel du service public de collecte et de tri des emballages.

Monsieur Joël CECILLE demande quel est l'intérêt pour CITEO de ce genre d'installation.

Madame Marie BENEVEISE répond qu'aujourd'hui, il y a une obligation d'intégrer de la matière recyclée dans tout objet en plastique. De ce fait la matière première qu'est le plastique commence à prendre de la valeur. Pour exemple, le PET clair est vendu à 659 € la tonne. Mais au final, le consommateur qui paie la taxe sur la bouteille en plastique va payer deux fois. Il est estimé une augmentation de 20 centimes du prix d'une boisson contenue dans une bouteille en plastique pour la mise en œuvre de la consignation.

Monsieur Christian SIMON ne voit pas d'inconvénient à l'installation des automates si la matière est par la suite récupérée par Savoie Déchets.

Madame Marie BENEVEISE explique que cela avait été proposé à CITEO. La problématique est de savoir qui finance l'automate, Savoie Déchets ou CITEO, à raison de 30 000 € par automate.

Monsieur Daniel TAIN ne voit pas l'intérêt pour les administrés car s'ils doivent ramener leurs bouteilles plastiques au supermarché, autant les mettre dans le bac de tri à proximité de leur résidence.

Madame Marie BENEVEISE explique que les clients des supermarchés recevront un bon d'achat en rapportant leurs bouteilles plastiques.

Monsieur François CHEMIN demande s'il est utile de faire voter cette motion au sein de chaque collectivité.

Madame Marie BENEVEISE répond que dans un premier temps, cette motion est votée au niveau de Savoie Déchets mais qu'elle reviendra vers les membres du Comité Syndical s'il faut aller plus loin dans la démarche, et voter cette motion au sein de chaque collectivité.

**Le Comité Syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité :**

- Réaffirme son engagement pour le maintien du service public de collecte et de traitement des emballages ménagers ;
- S'oppose à l'instauration d'une consigne pour recyclage des bouteilles en plastique et demande au gouvernement de sursoir à son projet ;
- Rappelle sa volonté de travailler avec l'ensemble des parties prenantes afin de définir les actions à mettre en œuvre pour atteindre le taux de 90% de collecte pour recyclage des bouteilles en plastique, mais aussi l'autre objectif de la France qui est de diviser par deux le nombre de bouteilles en plastique à usage unique d'ici 2030 ;
- Attend du gouvernement qu'il défende auprès de la Commission Européenne la spécificité et l'intérêt de notre service public de collecte et de traitement des déchets ménagers par la promotion de dispositifs alternatifs à la consigne.

## **2. ADMINISTRATION GENERALE**

### **2.1 Autorisation de lancer une consultation pour la réalisation de prestations de transport de déchets pour les besoins de Savoie Déchets**

Monsieur François CHEMIN, Vice-Président, rappelle que Savoie Déchets gère annuellement en moyenne environ 135 000 tonnes d'ordures ménagères et 45 000 tonnes de collectes sélectives (soit 32 000 tonnes de multi-matériaux et 13 000 tonnes de cartons).

Sur les 135 000 tonnes par an d'ordures ménagères, le fonctionnement optimal est le suivant :

- 115 000 tonnes sont traitées à l'Unité de Valorisation Energétique et de Traitement des Déchets (dénommée ci-après UVETD) de Savoie Déchets basée à Chambéry ; dont :
  - 55 000 tonnes arrivent à l'usine en camion FMA principalement de Tarentaise et de Maurienne,
  - 60 000 tonnes sont livrées à l'usine en bennes à ordures ménagères collectées par les collectivités adhérentes situées à proximité de Savoie Déchets.
- 17 000 tonnes sont exportées vers d'autres sites de traitement
- Potentiellement, 3 000 tonnes sont envoyées en Suisse par Savoie Déchets.

Les collectes sélectives sont traitées sur le site du Centre de tri de Chambéry géré en direct par Savoie Déchets. La mise en balles du carton est réalisée à Chambéry et aussi sur le site de Gilly Sur Isère, qui est également utilisé provisoirement comme quai de transfert de Savoie Déchets.

Savoie Déchets souhaite disposer de prestataires en vue de confier l'exécution de prestations de transport pour :

- 1- D'une part, l'acheminement d'ordures ménagères de l'UVETD de Chambéry vers une usine de traitement en Suisse.
- 2- D'autre part, la mise en place d'une filière de sécurisation pour le transport potentiel, et ce, jusqu'à 60 000 tonnes d'ordures ménagères et 45 000 tonnes de collectes sélectives par an, vers différents sites de traitement en cas d'incidents, de problèmes techniques ou d'arrêt des lignes de l'UVETD ou du centre de tri.



Il est donc proposé de lancer une consultation sous forme d'un appel d'offres ouvert conformément aux dispositions du code de la commande publique.

La consultation à initier comporte deux (2) lots composés comme suit :

Lot(s)	Désignation
01	Transport d'ordures ménagères de l'UVETD de Chambéry vers la Suisse
02	Transport pour sécurisation des ordures ménagères et de collectes sélectives vers différents sites de traitement

Chaque lot donnera lieu à l'élaboration d'un accord-cadre avec émission de bons de commande conclu pour une durée initiale de 1 an, reconductible tacitement pour 2 périodes de 1 an chacune.

Pour le lot 1 : il s'agira d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire (un seul attributaire pour le lot)

Pour le lot 2 : il s'agira d'un accord-cadre à bons de commande multi-attributaire (nombre maximum de titulaires : 3, sous réserve d'un nombre suffisant de soumissionnaires et d'offres conformes).

Il s'agira d'accords-cadres à bons de commande, sans minimum mais avec engagement sur des montants maximum sur la durée du contrat (soit 3 ans) :

Lot(s)	Désignation	Montant Maximum sur 3 ans
1	Transport d'ordures ménagères de l'UVETD de Chambéry vers la Suisse	300 000 € HT
2	Transport pour sécurisation des ordures ménagères et de collectes sélectives vers différents sites de traitement	9 000 000 € HT

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral de création du Syndicat Savoie Déchets en date du 09 décembre 2009 ;

**Vu** les statuts de Savoie Déchets ;

**Vu** la délibération n°2021-65C, du Comité Syndical du 25 juin 2021, relative aux délégations de compétences du Comité Syndical à la Présidente de Savoie Déchets, prévue par l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code de la Commande Publique.

**Le Comité Syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité :**

**Article 1 :** approuve le lancement de la consultation pour la réalisation de prestations de transport de déchets pour les besoins de Savoie Déchets.

**Article 2 :** autorise la Présidente, ou son représentant, à signer les accords-cadres à bons de commande à venir et tous documents y afférents.



### 3. BIODECHETS

#### **3.1 Convention de mise à disposition d'une partie de l'ancienne UIOM de Valezan à la COVA**

Monsieur Jean-Marc DRIVET, Vice-Président, présente au Comité Syndical un projet de convention de mise à disposition de la COVA d'une partie du bâtiment de l'ancienne UIOM de Valezan.

Suite à la dissolution du SMITOM de Tarentaise le 1er juillet 2016, Savoie Déchets est propriétaire de l'Usine d'Incinération des Ordures Ménagères (UIOM) de Valezan. Les activités d'incinération ont cessé le 1er janvier 2016, et le site est actuellement désaffecté.

Savoie Déchets ainsi que la COVA étudient conjointement des possibilités d'utilisation de ce site pour leurs besoins respectifs :

- Savoie Déchets : Réception et co-compostage de déchets alimentaires et de déchets verts,
- COVA : Stationnement, lavage et avitaillement des véhicules de collecte et de transport des déchets.

Afin d'optimiser l'utilisation des espaces et des volumes, Savoie Déchets va lancer une étude pour déterminer les besoins qui sont les siens pour implanter son activité de compostage tout en tenant compte des besoins de la COVA pour son garage.

Parallèlement, la COVA a démarré des collectes de biodéchets (environ 500 kg par semaine). Ces biodéchets sont actuellement traités par le site de méthanisation de Tournon. Il est prévu que ces collectes soient à terme traitées par Savoie Déchets sur le site de Valezan.

La COVA s'est engagée auprès de la commune de La Plagne Tarentaise à libérer les locaux qu'elle occupe actuellement pour son service de collecte au plus tard le 20 décembre 2023.

Il est proposé, pour permettre à la COVA de tenir cet engagement, de lui laisser disposer de la partie haute de l'ancienne UIOM et d'une partie des locaux sociaux. Dans l'attente des résultats de l'étude mandatée par Savoie Déchets, le bâtiment industriel, dans lequel seraient garés les véhicules de collecte, ne serait pas modifié. Seule une partie des locaux sociaux serait rénovée pour permettre l'accueil des équipes de collecte de la COVA. Des vestiaires pour 10 personnes, un bureau pour le chef d'équipe et une salle de pause seraient aménagés au premier étage du bâtiment administratif (environ 100 m<sup>2</sup>). A terme, ces vestiaires pourraient accueillir également le personnel de Savoie Déchet affecté à l'exploitation de la plateforme de compostage.

Selon les premières analyses de Savoie Déchets, l'activité de compostage des biodéchets ne devrait nécessiter que l'usage de la partie inférieure du bâtiment ainsi que les espaces extérieurs de la partie basse. Savoie Déchet pourrait laisser la jouissance à la COVA de la partie supérieure du bâtiment pour garer ses camions et d'une partie des locaux sociaux pour créer des vestiaires pour ses agents de collecte.

Pour proposer une solution de traitement au plus vite, Savoie Déchets va installer sur la partie basse du site un pilote de traitement des biodéchets, similaire à l'installation existante à Chambéry. Deux caissons ont déjà été commandés dans cette optique. Le démarrage de l'activité est prévu fin 2023.

L'implantation de ces deux activités est compatible et permettrait de proposer pour les deux problématiques une solution transitoire satisfaisante en attendant les résultats de l'étude de faisabilité et la réalisation de travaux d'adaptation plus conséquents.

Pour permettre l'utilisation des locaux avant la fin de l'année 2023, il est proposé la signature d'une convention de mise à disposition transitoire définissant les conditions d'occupation d'une partie de l'ex-UIOM de Valezan par la COVA.

Cette occupation serait effectuée à titre gracieuse et les travaux de réfection des locaux sociaux seraient pris en charge par la COVA. Dans ce cadre, la COVA souhaite un engagement sur la durée concernant l'occupation du bâtiment. La durée proposée est de 20 ans. Dans le cas où les études de faisabilité montreraient la nécessité de libérer les locaux réaménagés par la COVA pour les réaffecter à un autre usage, Savoie Déchet rembourserait à la COVA les travaux effectués au prorata de la durée restante.

Des études de faisabilité sont encore nécessaires pour la construction d'une unité de compostage industrielle sur ce même site. La COVA a également pour projet de procéder à des travaux sur la partie du bâtiment où serait provisoirement implanté leur garage, notamment pour en augmenter la capacité.

Une convention définitive pourrait être nécessaire ultérieurement pour définir les conditions de réalisation des travaux programmés et les conditions d'occupation des lieux après réalisation des travaux.

***Le Comité Syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité :***

**Article 1 :** approuve les modalités de la convention de mise à disposition d'une partie de l'ancienne UIOM de Valezan à la COVA, selon les modalités détaillées ci-dessus.

**Article 2 :** autorise la Présidente de Savoie Déchets, ou toute personne déléguée, à signer la convention et tout document y afférent.

## **4. FINANCES**

### **4.1 Demande de subvention au titre du fonds d'accélération de la transition écologique « Fonds Vert »**

Monsieur Jean-Marc DRIVET, Vice-Président en charge des Biodéchets, expose que le « Fonds Vert » pour l'accélération de la transition écologique dans les territoires instauré par la Loi de Finances pour 2023, est un dispositif doté de 2 milliards d'euros qui est porté par le Ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires et dont le pilotage au niveau local est assuré par les Préfets.

Ce « Fonds Vert » a vocation à aider les collectivités territoriales à accélérer leur transition écologique en permettant le déploiement d'actions territoriales avec 3 axes d'objectifs :

- 1 - Renforcer la performance environnementale,
- 2 - Adapter les territoires au changement climatique,
- 3 - Améliorer le cadre de vie.

Parmi ces 3 types d'actions financées, figure au titre de l'axe 1 « le soutien au tri à la source et à la valorisation des biodéchets » et plus particulièrement la gestion de proximité et collecte séparée des biodéchets et leur valorisation, dont pourraient relever les projets de plateformes de biodéchets des sites de Champlat et de Valezan.

Il est à noter que l'axe 3 relatif « aux requalifications et recyclage de friches » pourrait également être sollicité pour le projet de Valezan.

Sous toute réserve de complémentarité à faire confirmer auprès des services de l'Etat, ce « Fonds Vert » pourrait venir s'ajouter à l'aide de 1,4 M d'€ de l'ADEME obtenue en juin 2022 au titre du programme AURABIODEC, et s'élever jusqu'à 55 % du montant du financement des opérations (avec un taux minimum de 20 % de financement par le syndicat).

Les études et projets relatifs au développement de plateformes de compostage des biodéchets pouvant s'inscrire dans les mesures de soutien proposées par le « Fonds Vert », il est donc proposé au Comité Syndical de déposer un ou plusieurs dossiers de demandes de subvention auprès des services instructeurs de l'Etat, portant sur :

- Les études de conception d'un schéma directeur de collecte et traitement par bassins versants, permettant de dimensionner les installations de compostage à développer ;
- Les études et investissements pour l'aménagement d'une plateforme de compostage à Valezan, dans le cadre de la reconversion d'une friche industrielle.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** la loi de finances pour 2023 n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 ;

**Vu** la création du « Fonds Vert », fonds pour l'accélération de la transition écologique dans les territoires ;

**Vu** la circulaire du Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, en date du 14 décembre 2022, relative au déploiement du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires.

**Le Comité Syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité :**

**Article 1 : sollicite** l'aide financière de l'État au taux maximum, au titre du dispositif « Fonds Vert », pour les études et projets relatifs au développement des plateformes de compostage des biodéchets notamment sur l'ancien site de l'usine d'incinération de Valezan.

**Article 2 : autorise** la Présidente à solliciter cette subvention auprès de l'État et à signer tout document y afférant, étant précisé que les dépenses correspondantes aux deux opérations sont bien inscrites au budget 2023.

#### **4.2 Approbation des comptes de gestion 2022 de Savoie Déchets**

En l'absence de Monsieur Christian RAUCAZ, Vice-Président aux finances, Madame Marie BENEVEISE rapporte les délibérations relatives aux finances du syndicat.

Madame Marie BENEVEISE, Présidente, expose les modalités d'approbation des comptes de gestion 2022 :

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2022 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, les détails des dépenses effectuées et ceux des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagnés des états de développement des comptes de tiers ainsi que des états de l'actif, des états du passif, des états des restes à recouvrer et des états des restes à payer.

Après s'être assuré que le Trésorier Principal Municipal a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant dans les bilans de l'exercice 2022, celui de tous les titres de recettes émis et

celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Après avoir été amené à constater la concordance des montants figurant aux comptes administratifs et aux comptes de gestion,

**Considérant** la régularité des comptes de gestion 2022 :

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 01/01/2022 au 31/12/2022, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- 2) statuant sur l'exécution des budgets de l'exercice 2022 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

**Le Comité Syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité :**

**Article unique : se prononce sur le fait** que les comptes de gestion du budget principal et des budgets annexes « Gestion des passifs », « Centre de tri de Gilly-sur-Isère » et « Centre de tri de Chambéry », dressés, pour l'exercice 2022 par le Trésorier Principal Municipal, visés et certifiés conformes par l'ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

#### **4.3 Approbation des comptes administratifs 2022 de Savoie Déchets**

### INTERVENTIONS

Madame Marie BENEVISE présente le diaporama suivant :

Savoie Déchets est organisé comptablement avec 4 budgets :

❖ **Budget principal**

- Fonctionnement en régie de l'UVETD (Unité de Valorisation Energétique et de Traitement des Déchets) [Chambéry, Bissy]
- Services supports et administratifs du syndicat [Chambéry, Axiome]

❖ **Budget annexe Gestion des passifs**

- Refacturation au réel des échéances d'emprunts (anciennes usines d'incinération de Gilly-sur-Isère et Valezan)
- Ne concerne que certains adhérents

*NB : ce budget sera intégré au budget principal fin 2023 (suppress° M14)*

❖ **Budget annexe Centre de tri de Chambéry**

- Fonctionnement en régie
- Prestation de tri assurée par du personnel d'insertion de Trialp

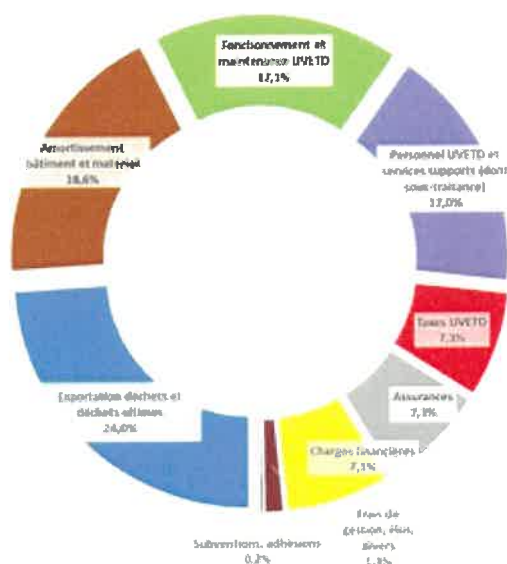
❖ **Budget annexe Centre de tri de Gilly-sur-Isère**

- Fin de l'exploitation des collectes sélectives au 31/12/2021
- Traitement des cartons du périmètre actuel de Gilly en 2022-2023
- Transfert des collectes sélectives du périmètre vers CDT Chambéry

## Le budget principal

### Les dépenses de fonctionnement du budget principal

Dépenses 2022 :  
**23 167 K€**  
(hors refactur<sup>e</sup> interne  
personnel CDT - 1 318 K€)



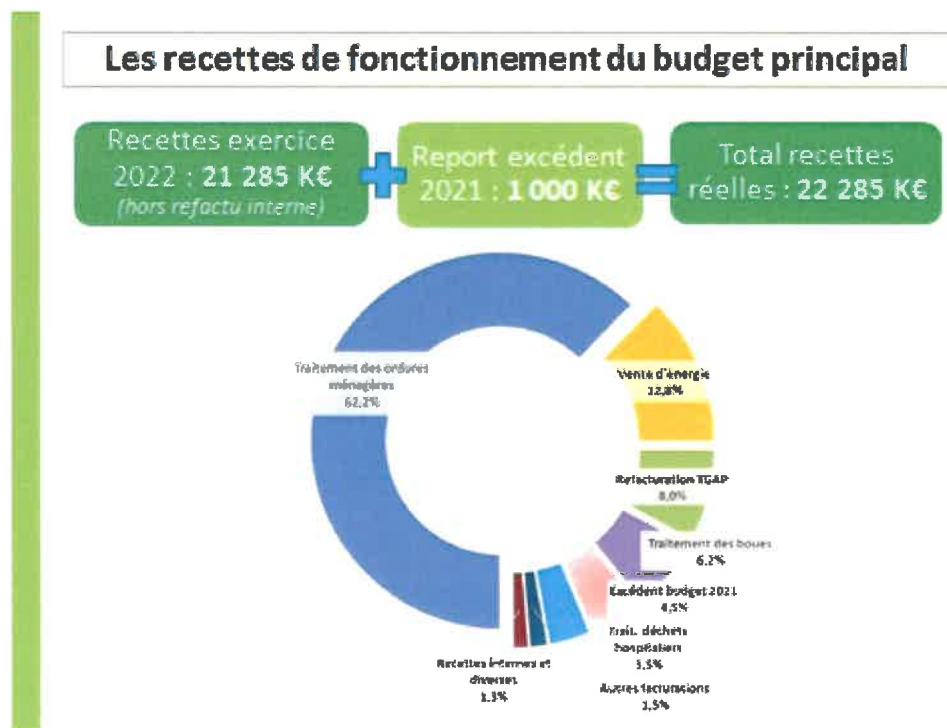
Lors d'un précédent Comité Syndical, il avait été envisagé la possibilité de recruter un commercial pour les mâchefers. Monsieur Nicolas VAN STRAATEN demande s'il y a eu des avancées à ce sujet.

Madame Agnès DELARUE répond que cette réflexion est toujours d'actualité car Savoie Déchets commercialise beaucoup de produits : énergie, électricité, chaleur, compost, ferraille, matière. Il s'agit de dimensionner le poste et le profil de la personne qu'il conviendrait de recruter au regard des recettes qu'il convient d'optimiser et de bien suivre.



Madame Marie BENEVISE confirme que ce sujet est bien dans les dossiers d'actualité et qu'il reste à finaliser la fiche de poste pour savoir quel profil va être recruté.

Monsieur Bruno JACQUIS ajoute qu'aujourd'hui, Savoie Déchets travaille déjà avec un prestataire qui recherche des chantiers concernant la valorisation des mâchefers.



Monsieur François CHEMIN ajoute que le dégrèvement de TGAP est plus élevé pour une installation qui produit de la vapeur. Donc si Savoie Déchets faisait plus d'électricité et moins de vapeur, le montant de la TGAP serait plus élevé.

Monsieur Daniel TAIN pense qu'il est préférable d'injecter la chaleur produite dans le réseau de chaleur urbain et ne pas chercher à faire du rendement.

Madame Marie BENEVISE explique que dans le marché de vente d'électricité, Savoie Déchets s'engage sur une quantité d'électricité vendue à un prix fixe et le prix spot s'applique sur le delta qui est fourni en plus. Le contrat actuel se termine en 2024 donc lors d'un prochain Comité Syndical, la question se posera de savoir à quel moment on va signer pour renouveler le contrat après 2024 en fonction des fluctuations des prix.

Monsieur Denis BLANQUET rappelle que Savoie Déchets vend de l'électricité mais fournit également de la vapeur avec les travaux réalisés concernant la chaleur fatale.

Monsieur Serge DAL BIANCO demande comment est fixé le prix de vente de la vapeur.

Madame Marie BENEVISE répond que le prix a été négocié dans le contrat de chaleur fatale passé entre Savoie Déchets et la Ville de Chambéry.

Monsieur Loïc MOREL ajoute que la majorité du contrat a été signée mais que la partie concernant les pénalités n'a pas encore été signée et qu'un travail est toujours en cours concernant le mode de calcul



et l'application des pénalités.

Madame Marie BENEVEISE explique que le prix de vente permet à Savoie Déchets d'être à l'équilibre par rapport aux investissements des travaux de la chaleur fatale. Le retour sur investissement est de 4 ans, ce qui est très bien.

Monsieur Christian SIMON n'est pas totalement satisfait du fait que le prix soit à l'équilibre et pense que Savoie Déchets aurait pu faire des profits.

Monsieur François CHEMIN explique qu'au moment des premières discussions concernant l'extension de la récupération de chaleur fatale, au regard du prix du gaz, ENGIE estimait qu'il n'y avait pas d'intérêt à acheter la chaleur produite par Savoie Déchets. Au moment des négociations, les conditions n'étaient pas favorables pour Savoie Déchets, compte tenu du prix du gaz les 10 dernières années.

Madame Marie BENEVEISE souligne le fait que l'objectif pour Savoie Déchets est de vendre à l'équilibre, c'est-à-dire au prix que cela nous coûte. Savoie Déchets ne perd pas d'argent mais l'objectif n'est pas de faire des bénéfices sur la Ville de Chambéry.

Monsieur François CHEMIN fait savoir aux membres du Comité Syndical qu'au début des négociations concernant la chaleur fatale, la mairie de Chambéry n'était pas intéressée car cela aurait entraîné une hausse du prix de la chaleur. Il a donc fallu négocier un accord sur le tarif. Aujourd'hui, avec l'explosion du prix du gaz, cet accord peut sembler moins favorable pour Savoie Déchets.

Madame Marie BENEVEISE ajoute que Savoie Déchets gagne de l'argent sur la vente d'électricité et est à l'équilibre sur la vente de vapeur, donc il n'y a pas de perte pour le Syndicat.

Madame Françoise VIGUET-CARRIN ajoute qu'à l'échéance du contrat, il faudra avoir la bonne réflexion afin d'avantager l'ensemble des collectivités adhérentes de Savoie Déchets et pas uniquement la Ville de Chambéry.

Madame Marie BENEVEISE est d'accord avec cette réflexion et ajoute que l'objectif n'est pas de faire plaisir à la Ville de Chambéry mais de vendre l'énergie produite au prix qu'elle coûte au Syndicat.

Monsieur Christian SIMON n'est pas totalement satisfait et estime que Savoie Déchets pourrait vendre plus cher et ne pas juste être à l'équilibre.

Monsieur Arthur BOIX-NEVEU insiste sur le fait que les collectivités n'ont pas vocation à faire des bénéfices et que ce principe est la base du Code Général des Collectivités Territoriales. La loi n'autorise pas à faire des bénéfices donc il n'est pas possible de vendre à un tarif plus élevé que ce que cela coûte au Syndicat.

Madame Marie BENEVEISE s'engage à présenter aux membres du Comité Syndical des chiffres, afin d'avoir une idée du paysage local ou national concernant d'autres usines d'incinération et de leurs prix de vente de l'énergie, lors d'un prochain Comité Syndical.

## Le résultat de fonctionnement du budget principal

Résultat exercice 2022 : - 1 882 K€ + Report excédent 2021 : 1 000 K€ = Résultat cumulé fin 2022 : - 882 K€

**Épargne de gestion**  
= Recettes exploitation  
- dépenses exploitation

Épargne de gestion :  
+ 3 829 K€

Impact surcoût exportation OM + pertes d'exploitation projet chaleur fatale (intégrés dans projet global de 8,5 M€) : 1 300 K€

**Épargne brute**  
= Épargne de gestion  
- résultat financier  
- résultat exceptionnel  
(= résultat section de fonctionnement)

Épargne brute :  
+ 1 979 K€

## Les dépenses d'investissement du budget principal

Dépenses réelles 2022 : 9 785 K€  
 Amortiss<sup>1</sup> dette : 2 358 K€  
 Dépenses d'équipement : 7 427 K€

Détails des principales opérations 2022	Montant HT
UVETD : valorisation de la chaleur fatale + turbines (travaux + AMO + SPS + CT)	6 148 K€
Site pilote biodéchets	313 K€
UVETD : maintenance fours	203 K€
UVETD : BREF / DeNox	150 K€
UVETD : automates et électricité	240 K€
UVETD : autre maintenance	117 K€
UVETD : traitement des fumées	115 K€
UVETD : extraction d'air	106 K€
<b>Total dépenses d'équipement 2022</b>	<b>7 427 K€</b>

## La valorisation de la chaleur fatale

**Marché (avec GTA) : 6 850 K€**

Travaux 6 650 K€

AMO (dont SPS, CT) 200 K€



**Mandats 2022 :  
6 148 K€**



**Le budget annexe  
« gestion des passifs »**

## Le budget annexe « gestion des passifs »

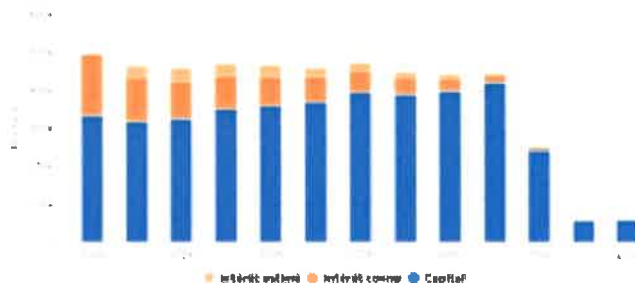


Refacturation 2022 : 493 K€

Encours dette au 31/12/22 : 3,7 M€

Périmètre Gilly (passif SMITOM soldé)

Annuités prévisionnelles dette Passif



## Les centres de tri

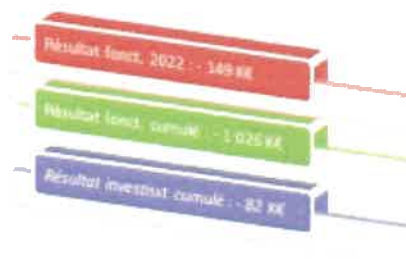
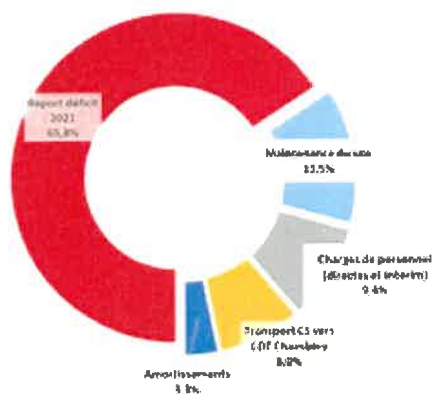
## Le centre de tri de Gilly : exploitation

Dépenses exercice 2022 : 456 K€ + Report déficit 2021 : 877 K€

**Total dépenses : 1 333 K€**

Recettes 2022 : 307 K€

*Dont traitement cartons : 260 K€*

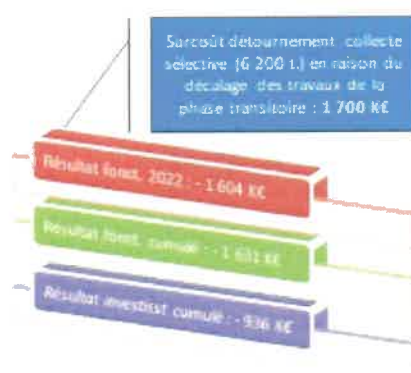
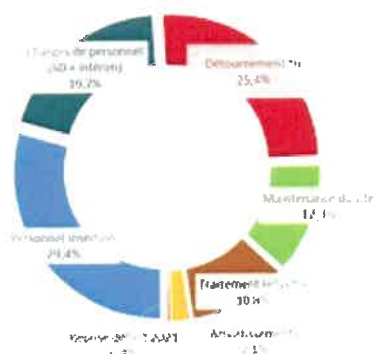


## Le centre de tri de Chambéry : exploitation

Dépenses exercice 2022 : 6 803 K€ + Report déficit 2021 : 27 K€

**Total dépenses : 6 830 K€**

Recettes 2022 : 5 198 K€



Monsieur Réginald HUBAUX explique que les détournements ont pesés sur le résultat d'exploitation. L'objectif est de détourner un minimum cette année et de retrouver un budget à l'équilibre.

## Le centre de tri de Chambéry : modernisation / ECT

Marché : 2 515 K€

Travaux 2 384 K€

AMO 131 K€



Mandats 2022 :

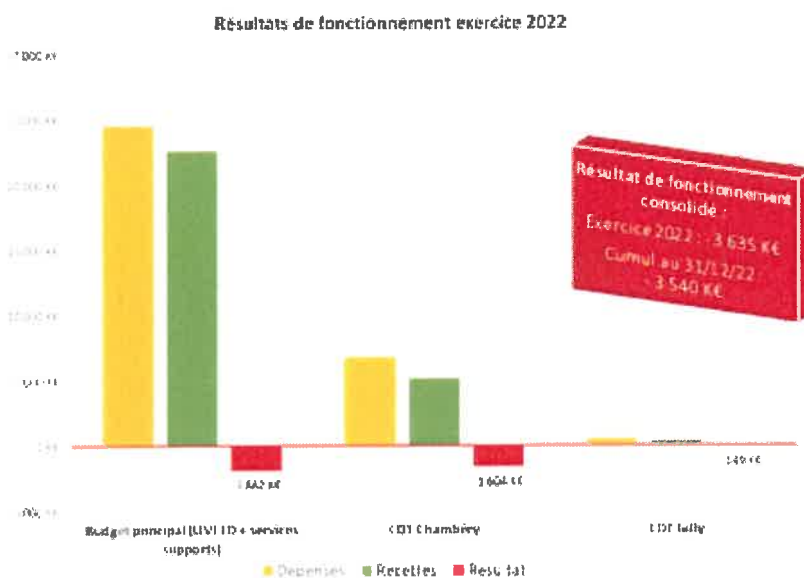
1 921 K€



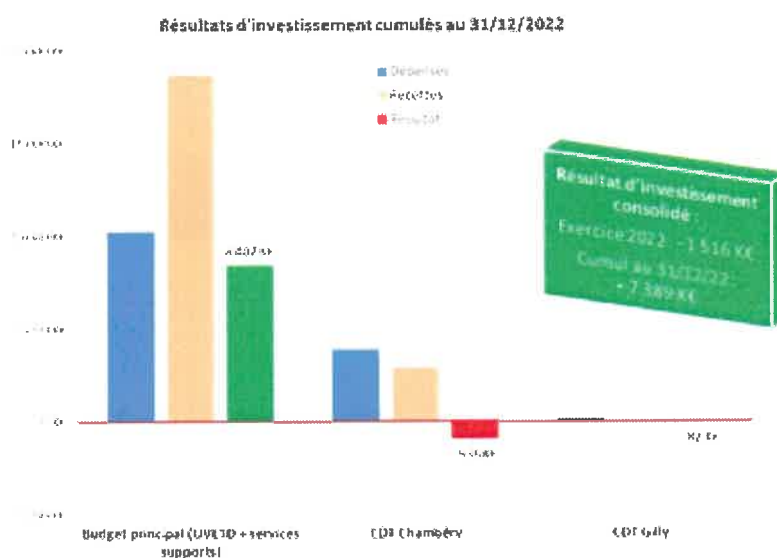
## Les résultats consolidés 2022



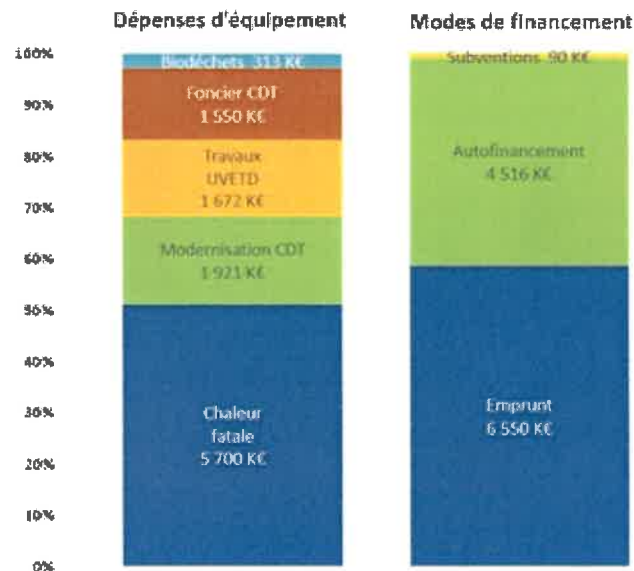
## Les résultats de fonctionnement (hors passif)



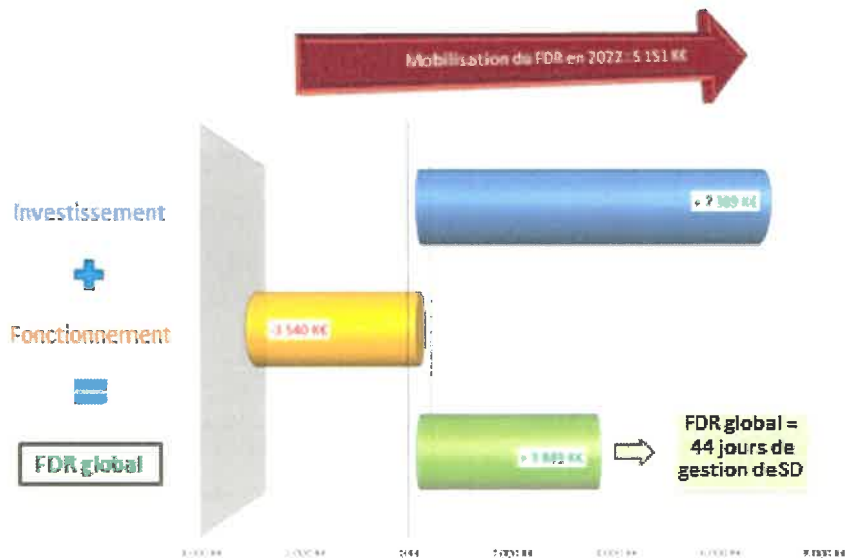
## Les résultats d'investissement (hors passif)



## Financement des investissements 2022



## Fonds de roulement consolidé (= résultats cumulés au 31/12/2022)



### Ratios au 31/12/2022 (budget principal)

<b>Charges de personnel</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• 17,8% des DRF (charges directes)</li><li>• 20,8% des DRF (charges directes + intérim)</li></ul>
<b>Soldes intermédiaires de gestion</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Epargne de gestion : + 3 829 K€</li><li>• Epargne brute : + 1 979 K€</li><li>• Epargne nette : - 300 K€</li></ul>
<b>Autofinancement</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Taux d'épargne brute : 9,5%</li><li>• Marge autofinancement courant : 101,8%</li></ul>
<b>Endettement</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Capacité de désendettement : 21,8 ans</li><li>• Duration de la dette : 8,8 ans</li></ul>

### Ratios au 31/12/2022 (budgets consolidés, hors passif)

<b>Charges de personnel</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• 18,2% des DRF (charges directes)</li><li>• 27,8% des DRF (charges directes + intérim + personnel insertion centre de tri)</li></ul>
<b>Soldes intermédiaires de gestion</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Epargne de gestion : + 2 096 K€</li><li>• Epargne brute : + 247 K€</li><li>• Epargne nette : - 2 032 K€</li></ul>
<b>Autofinancement</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Taux d'épargne brute : 0,9%</li><li>• MAC : 108,0%</li></ul>

~~~~~

Madame Marie BENEVEISE, Présidente, présente les comptes administratifs 2022, à rapprocher des comptes de gestion du Trésorier Principal Municipal, pour le Budget Principal et les budgets annexes « Gestion des passifs », « Centre de tri de Gilly sur Isère » et « Centre de tri de Chambéry » de Savoie Déchets.

Les tableaux détaillés de ces comptes administratifs sont joints en annexe de la présente délibération.

Madame Marie BENEVISE, Présidente, se retire au moment du vote conformément aux dispositions prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Les réalisations de l'exercice 2022 et les résultats qui en découlent se présentent comme suit :

**Budget principal :**

**Investissement**

|                                    |                         |
|------------------------------------|-------------------------|
| Résultat affecté N-1               | + 7 283 088,20 €        |
| Recettes de l'exercice             | 11 367 605,95 €         |
| Dépenses de l'exercice             | 10 244 001,27 €         |
| <b>Solde d'exécution</b>           | <b>+ 8 406 692,88 €</b> |
| <b>Restes à réaliser</b>           |                         |
| Recettes de l'exercice             | 0,00 €                  |
| Dépenses de l'exercice             | 1 295 199,41 €          |
| <b>Solde des restes à réaliser</b> | <b>- 1 295 199,41 €</b> |
| <b>Résultat de clôture</b>         | <b>+ 7 111 493,47 €</b> |

**Fonctionnement**

|                            |                       |
|----------------------------|-----------------------|
| Résultat affecté N-1       | + 1 000 000,00 €      |
| Recettes de l'exercice     | 22 602 891,98 €       |
| Dépenses de l'exercice     | 24 485 027,43 €       |
| <b>Résultat de clôture</b> | <b>- 882 135,45 €</b> |

|                                                            |                  |
|------------------------------------------------------------|------------------|
| Résultat global fonctionnement + investissement (hors RAR) | + 7 524 557,43 € |
| Résultat global fonctionnement + investissement (avec RAR) | + 6 229 358,02 € |

**Budget Annexe – Gestion des passifs :**

**Investissement**

|                                    |                       |
|------------------------------------|-----------------------|
| Résultat affecté N-1               | - 384 780,31 €        |
| Recettes de l'exercice             | 401 626,46 €          |
| Dépenses de l'exercice             | 333 142,59 €          |
| <b>Solde d'exécution</b>           | <b>- 316 296,44 €</b> |
| <b>Restes à réaliser</b>           |                       |
| Recettes de l'exercice             | 0,00 €                |
| Dépenses de l'exercice             | 0,00 €                |
| <b>Solde des restes à réaliser</b> | <b>0,00 €</b>         |
| <b>Résultat de clôture</b>         | <b>- 316 296,44 €</b> |

## Fonctionnement

|                                         |                       |
|-----------------------------------------|-----------------------|
| Résultat affecté N-1                    | 0,00 €                |
| Recettes de l'exercice                  | 493 590,95 €          |
| Dépenses de l'exercice                  | 177 294,51 €          |
| <b>Résultat de clôture (à affecter)</b> | <b>+ 316 296,44 €</b> |

|                                                 |        |
|-------------------------------------------------|--------|
| Résultat global fonctionnement + investissement | 0,00 € |
|-------------------------------------------------|--------|

## Budget Annexe – Centre de tri Gilly-sur-Isère :

### Investissement

|                                    |                      |
|------------------------------------|----------------------|
| Résultat affecté N-1               | - 88 321,00 €        |
| Recettes de l'exercice             | 44 306,00 €          |
| Dépenses de l'exercice             | 37 999,00 €          |
| <b>Solde d'exécution</b>           | <b>- 82 014,00 €</b> |
| <b>Restes à réaliser</b>           |                      |
| Recettes de l'exercice             | 0,00 €               |
| Dépenses de l'exercice             | 0,00 €               |
| <b>Solde des restes à réaliser</b> | <b>0,00 €</b>        |
| <b>Résultat de clôture</b>         | <b>- 82 014,00 €</b> |

### Fonctionnement

|                            |                         |
|----------------------------|-------------------------|
| Résultat affecté N-1       | - 877 300,45 €          |
| Recettes de l'exercice     | 306 958,47 €            |
| Dépenses de l'exercice     | 456 144,69 €            |
| <b>Résultat de clôture</b> | <b>- 1 026 486,67 €</b> |

|                                                 |                  |
|-------------------------------------------------|------------------|
| Résultat global fonctionnement + investissement | - 1 108 500,67 € |
|-------------------------------------------------|------------------|

## Budget Annexe – Centre de tri Chambéry :

### Investissement

|                                    |                        |
|------------------------------------|------------------------|
| Résultat affecté N-1               | + 1 151 040,10 €       |
| Recettes de l'exercice             | 1 780 078,00 €         |
| Dépenses de l'exercice             | 3 867 125,98 €         |
| <b>Solde d'exécution</b>           | <b>-936 007,88 €</b>   |
| <b>Restes à réaliser</b>           |                        |
| Recettes de l'exercice             | 0,00 €                 |
| Dépenses de l'exercice             | 321 685,65 €           |
| <b>Solde des restes à réaliser</b> | <b>-321 685,65 €</b>   |
| <b>Résultat de clôture</b>         | <b>-1 257 693,53 €</b> |

## Fonctionnement

|                            |                         |
|----------------------------|-------------------------|
| Résultat affecté N-1       | - 27 623,30 €           |
| Recettes de l'exercice     | 5 198 518,56 €          |
| Dépenses de l'exercice     | 6 802 443,89 €          |
| <b>Résultat de clôture</b> | <b>- 1 631 548,63 €</b> |

|                                                            |                 |
|------------------------------------------------------------|-----------------|
| Résultat global fonctionnement + investissement (hors RAR) | -2 567 556,51 € |
| Résultat global fonctionnement + investissement (avec RAR) | -2 889 242,16 € |

Le résultat consolidé des 4 budgets est le suivant :

|                                                            |                  |
|------------------------------------------------------------|------------------|
| Résultat global fonctionnement                             | -3 223 874,31 €  |
| Résultat global investissement (hors RAR)                  | + 7 072 374,56 € |
| Résultat global investissement (avec RAR)                  | + 5 455 489,50 € |
| Résultat global fonctionnement + investissement (hors RAR) | + 3 848 500,25 € |
| Résultat global fonctionnement + investissement (avec RAR) | + 2 231 615,19 € |

### **Le Comité Syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité :**

**Article unique :** adopte les comptes administratifs 2022 du budget principal et des budgets annexes « Gestion des passifs », « Centre de tri de Gilly-sur-Isère » et « Centre de tri de Chambéry », déclarés conforme aux comptes de gestion du Trésorier Principal Municipal.

### **4.4 Affectation du résultat 2022 – Budget annexe 02 « Gestion des passifs » de Savoie Déchets**

Madame Marie BENEVEISE, Présidente, expose au Comité Syndical que l'excédent cumulé de fonctionnement constaté au compte administratif 2021 du budget annexe « Gestion des passifs » de Savoie Déchets est de 384 780,31 €.

Conformément à l'instruction M14, il convient d'affecter ce résultat.

L'affectation suivante vous est proposée :

|                                                           |                     |
|-----------------------------------------------------------|---------------------|
| <b>Excédent de fonctionnement 2022 à affecter en 2023</b> | <b>316 296,44 €</b> |
| Solde d'investissement 2022                               |                     |
| D 001 besoin de financement                               | 316 296,44 €        |
| R 001 excédent de financement                             | -                   |
| Solde des restes à réaliser d'investissement 2022         |                     |
| Besoin de financement                                     | -                   |
| Excédent de financement                                   | -                   |
| Besoin de financement 2022 (solde + RAR)                  | 316 296,44 €        |
| AFFECTATION :                                             |                     |
| <b>Affectation au R / 1068 (2023)</b>                     | <b>316 296,44 €</b> |



**Le Comité Syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité :**

**Article unique :** affecte la somme de 316 296,44 € au financement de l'investissement par inscription en excédent de fonctionnement capitalisé (imputation 1068) au budget supplémentaire 2023 du budget annexe « Gestion des passifs ».

**4.5 Approbation des budgets supplémentaires 2023 – Budget principal et budgets annexes « Gestion des passifs », « Centre de tri de Gilly sur Isère », « Centre de tri de Chambéry » de Savoie Déchets**

Madame Marie BENEVEISE, Présidente, rappelle que les budgets supplémentaires ont principalement pour objet d'intégrer les affectations de résultats des comptes administratifs et les restes à réaliser, et d'ajuster les inscriptions de crédits si nécessaire.

Les budgets supplémentaires s'équilibrent comme détaillés par chapitres dans les différents tableaux présentés :

**Pour le budget principal :**

**Fonctionnement : + 2 000 K€**

**Dépenses de fonctionnement : + 2 000 K€**

| Dépenses                                                                     | BP 2023                | BS                    | Cumul 2023             |
|------------------------------------------------------------------------------|------------------------|-----------------------|------------------------|
| 60 - Achats et consommables                                                  | 2 461 000,00 €         |                       | 2 461 000,00 €         |
| 61 - Exportation déchets (dont TGAP), REFIOM, mâchefers                      | 4 750 000,00 €         |                       | 4 750 000,00 €         |
| 61 - Autres prestations extérieures                                          | 3 648 000,00 €         | 22 864,55 €           | 3 670 864,55 €         |
| 62 - Honoraires (dont contrôles environnementaux)                            | 454 000,00 €           |                       | 454 000,00 €           |
| 63 - TGAP UVETD                                                              | 1 700 000,00 €         |                       | 1 700 000,00 €         |
| 63 - Autres taxes (TICFE, taxe communale, divers)                            | 207 000,00 €           | 200 000,00 €          | 407 000,00 €           |
| <b>Chap. 011 - Charges à caractère général</b>                               | <b>13 220 000,00 €</b> | <b>222 864,55 €</b>   | <b>13 442 864,55 €</b> |
| <b>Chap. 012 - Charges de personnel (ensemble syndicat *)</b>                | <b>5 500 000,00 €</b>  |                       | <b>5 500 000,00 €</b>  |
| 651 - Redevances, cotisations, autres                                        | 41 000,00 €            |                       | 41 000,00 €            |
| 653 - Indemnités et frais de mission élus                                    | 114 000,00 €           |                       | 114 000,00 €           |
| <b>Chap. 65 - Autres charges de gestion courante</b>                         | <b>155 000,00 €</b>    | <b>0,00 €</b>         | <b>155 000,00 €</b>    |
| 66111 - Intérêts de la dette                                                 | 1 810 000,00 €         |                       | 1 810 000,00 €         |
| 6688 - Autres charges financières                                            | 40 000,00 €            |                       | 40 000,00 €            |
| <b>Chap. 66 - Charges financières</b>                                        | <b>1 850 000,00 €</b>  | <b>0,00 €</b>         | <b>1 850 000,00 €</b>  |
| 6711 - Intérêts moratoires et pénalités sur marchés                          | 10 000,00 €            |                       | 10 000,00 €            |
| 673 - Titres annulés sur exercices antérieurs                                | 15 000,00 €            | 100 000,00 €          | 115 000,00 €           |
| 678 - Autres charges exceptionnelles                                         | 50 000,00 €            | 100 000,00 €          | 150 000,00 €           |
| <b>Chap. 67 - Charges exceptionnelles</b>                                    | <b>75 000,00 €</b>     | <b>200 000,00 €</b>   | <b>275 000,00 €</b>    |
| <b>Chap. 022 - Dépenses imprévues</b>                                        | <b>0,00 €</b>          | <b>695 000,00 €</b>   | <b>695 000,00 €</b>    |
| <b>Chap. 042 - Opérations d'ordre entre sections (amortiss<sup>23</sup>)</b> | <b>4 700 000,00 €</b>  |                       | <b>4 700 000,00 €</b>  |
| <b>Chap. 042 - Provisions pour risques</b>                                   | <b>300 000,00 €</b>    |                       | <b>300 000,00 €</b>    |
| <b>002 - Résultat d'exploitation reporté</b>                                 | <b>0,00 €</b>          | <b>882 135,45 €</b>   | <b>882 135,45 €</b>    |
| <b>023 - Virement à la section d'investissement</b>                          | <b>0,00 €</b>          |                       | <b>0,00 €</b>          |
| <b>Total dépenses fonctionnement</b>                                         | <b>25 800 000,00 €</b> | <b>2 000 000,00 €</b> | <b>27 800 000,00 €</b> |

- Chapitre 011 (223 K€) : impact inflation sur prestations de maintenance (23 K€), régularisation taxe communale sur les déchets 2022 (200 K€)

- Chapitre 022 (695 K€) : provision au titre des dépenses imprévues (pas de crédit au BP)
- Chapitre 67 (200 K€) : régularisations de titres sur exercices antérieurs, subventions projets liés à l'économie circulaire et à la coopération internationale
- Chapitre 002 (882 K€) : reprise du déficit de fonctionnement cumulé du CA 2022

### Recettes de fonctionnement : + 2 000 K€

| Recettes                                                         | BP 2023                | BS                    | Cumul 2023             |
|------------------------------------------------------------------|------------------------|-----------------------|------------------------|
| Chap. 013 - Attén. de charges (rembours assurance personnel)     | 50 000,00 €            |                       | 50 000,00 €            |
| 706 - Prestations de services (OM adhérents et clients publics)  | 14 180 000,00 €        |                       | 14 180 000,00 €        |
| 706 - Prestations de services (traitement des boues)             | 1 430 000,00 €         |                       | 1 430 000,00 €         |
| 706 - Prestations de services (refactu TGAP)                     | 1 990 000,00 €         |                       | 1 990 000,00 €         |
| 706 - Prestations de services (DASRI)                            | 750 000,00 €           |                       | 750 000,00 €           |
| 706 - Prestations de services (redevance OM clients privés)      | 150 000,00 €           |                       | 150 000,00 €           |
| 706 - Prestations de services (biodéchets)                       | 42 000,00 €            |                       | 42 000,00 €            |
| 707 - Vente de matériaux                                         | 250 000,00 €           |                       | 250 000,00 €           |
| 7084 - Refacturation interne personnel centres de tri *          | 1 600 000,00 €         |                       | 1 600 000,00 €         |
| 7088 - Autres produits (vente d'énergie)                         | 4 870 000,00 €         | 1 995 000,00 €        | 6 865 000,00 €         |
| Chap. 70 - Ventes de produits                                    | 25 262 000,00 €        | 1 995 000,00 €        | 27 257 000,00 €        |
| 74 - Subventions d'exploitation                                  | 0,00 €                 |                       | 0,00 €                 |
| 75 - Autres produits de gestion courante                         | 4 800,00 €             |                       | 4 800,00 €             |
| 76 - Produits financiers                                         | 0,00 €                 |                       | 0,00 €                 |
| 773 - Mandats annulés                                            | 0,00 €                 |                       | 0,00 €                 |
| 778 - Autres produits exceptionnels                              | 25 000,00 €            |                       | 25 000,00 €            |
| Chap. 77 - Recettes exceptionnelles                              | 25 000,00 €            | 0,00 €                | 25 000,00 €            |
| Chap. 042 - Quote part subv. d'investiss virée au résultat (777) | 458 200,00 €           | 5 000,00 €            | 463 200,00 €           |
| 002 - Résultat d'exploitation reporté                            | 0,00 €                 | 0,00 €                | 0,00 €                 |
| <b>Total recettes fonctionnement</b>                             | <b>25 800 000,00 €</b> | <b>2 000 000,00 €</b> | <b>27 800 000,00 €</b> |

- Chapitre 70 (1 995 K€) : recettes d'électricité supplémentaires de l'UVETD
- Chapitre 042 (5 K€) : opération d'ordre entre sections (s'équilibre avec dépense d'investissement au chap. 040)

### Investissement : + 8 407 K€

#### Dépenses d'investissement : + 8 407 K€ (1 295 K€ RAR 2022 + 7 112 K€ BS 2023)

| Dépenses                                         | BP 2023                | RAR                   | BS                    | RAR + BS              | Cumul 2023             |
|--------------------------------------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|
| Chap. 16 - Emprunts et dettes                    | 2 950 000,00 €         |                       |                       | 0,00 €                | 2 950 000,00 €         |
| Chap. 20 - Immobilisations incorporelles         | 250 000,00 €           | 49 766,00 €           |                       | 49 766,00 €           | 299 766,00 €           |
| 2111 - Terrains                                  | 0,00 €                 |                       |                       | 0,00 €                | 0,00 €                 |
| 2182 - Matériel de transport                     | 50 000,00 €            |                       |                       | 0,00 €                | 50 000,00 €            |
| 2183 - Matériel informatique                     | 50 000,00 €            | 31 235,15 €           |                       | 31 235,15 €           | 81 235,15 €            |
| 2184 - Mobilier                                  | 20 000,00 €            |                       |                       | 0,00 €                | 20 000,00 €            |
| 2188 - Autres immobilisations                    | 528 800,00 €           | 295 930,32 €          | 596 493,47 €          | 892 423,79 €          | 1 421 223,79 €         |
| Chap. 21 - Immobilisations corporelles           | 648 800,00 €           | 327 165,47 €          | 596 493,47 €          | 923 658,94 €          | 1 572 458,94 €         |
| 2313 - Immob. en cours (constructions)           | 4 000 000,00 €         |                       | 6 000 000,00 €        | 6 000 000,00 €        | 10 000 000,00 €        |
| 2315 - Immob. en cours (installations, matériel) | 5 000 000,00 €         | 810 033,90 €          | 500 000,00 €          | 1 310 033,90 €        | 6 310 033,90 €         |
| 2318 - Immob. en cours (autres)                  | 750 000,00 €           | 108 234,04 €          |                       | 108 234,04 €          | 858 234,04 €           |
| 238 - Avances et acomptes versés                 | 500 000,00 €           |                       |                       | 0,00 €                | 500 000,00 €           |
| Chap. 23 - Immobilisations en cours              | 10 250 000,00 €        | 918 267,94 €          | 6 500 000,00 €        | 7 418 267,94 €        | 17 668 267,94 €        |
| Chap. 26 - Participations                        | 0,00 €                 |                       | 10 000,00 €           | 10 000,00 €           | 10 000,00 €            |
| Chap. 27 - Avances financières                   | 5 000,00 €             |                       |                       | 0,00 €                | 5 000,00 €             |
| Chapitre 040 - Opérations d'ordre entre sections | 458 200,00 €           |                       | 5 000,00 €            | 5 000,00 €            | 463 200,00 €           |
| Chapitre 041 - Opérations patrimoniales          | 0,00 €                 |                       | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                 |
| <b>Total dépenses investissement</b>             | <b>14 562 000,00 €</b> | <b>1 295 199,41 €</b> | <b>7 111 493,47 €</b> | <b>8 406 692,88 €</b> | <b>22 968 692,88 €</b> |

1 295 K€ de Restes à Réaliser (liés principalement à l'optimisation de la chaleur fatale) sont intégrés dans ce BS 2023, et 7 112 K€ supplémentaires sont abondés comme suit :

- Chapitre 21 (597 K€) : équipements et travaux de maintenance UVTED
- Chapitre 23 (6 500 K€) : travaux de mise aux normes de l'UVETD (DeNox)
- Chapitre 26 (10 K€) : participation parts sociales SkiTec (9 K€)
- Chapitre 040 (5 K€) : opération d'ordre entre sections (s'équilibre avec recette de fonctionnement au chap. 042)

**Recettes d'investissement : + 8 407 K€**

| Recettes                                                       | BP 2023                | RAR           | BS                    | RAR + BS              | Cumul 2023             |
|----------------------------------------------------------------|------------------------|---------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|
| 1068 - Réserves                                                | 0,00 €                 |               |                       | 0,00 €                | 0,00 €                 |
| 13 - Subventions                                               | 1 862 000,00 €         |               |                       | 0,00 €                | 1 862 000,00 €         |
| 1641 - Emprunts en euros                                       | 8 000 000,00 €         |               |                       | 0,00 €                | 8 000 000,00 €         |
| 16449 - Opérations afférentes ligne de trésorerie              | 0,00 €                 |               |                       | 0,00 €                | 0,00 €                 |
| Chap. 16 - Emprunts et dettes                                  | 8 000 000,00 €         | 0,00 €        | 0,00 €                | 0,00 €                | 8 000 000,00 €         |
| Chap. 23 - Avances et acomptes versés                          | 0,00 €                 |               |                       | 0,00 €                | 0,00 €                 |
| Chap. 27 - Autres immobilisations financières                  | 0,00 €                 |               |                       | 0,00 €                | 0,00 €                 |
| Chap. 040 - Opérations d'ordre entre sections (amortissements) | 4 700 000,00 €         |               |                       | 0,00 €                | 4 700 000,00 €         |
| 001 - Solde d'exécution investissement N-1                     | 0,00 €                 |               | 8 406 692,88 €        | 8 406 692,88 €        | 8 406 692,88 €         |
| 021 - Virement de la section de fonctionnement                 | 0,00 €                 |               |                       | 0,00 €                | 0,00 €                 |
| <b>Total recettes investissement</b>                           | <b>14 562 000,00 €</b> | <b>0,00 €</b> | <b>8 406 692,88 €</b> | <b>8 406 692,88 €</b> | <b>22 968 692,88 €</b> |

Le BS consiste uniquement à l'affectation de l'excédent d'investissement dégagé par le compte administratif 2022 (8 407 K€).

**Pour le budget annexe - Gestion des passifs :**

**Investissement : + 316 K€**

| Dépenses                                      | BP 2023          | BS                  | Cumul 2023          |
|-----------------------------------------------|------------------|---------------------|---------------------|
| Chap. 16 - Emprunts                           | 320 000 €        | - €                 | 320 000,00 €        |
| Chap. 040 - Opérations d'ordre entre sections | - €              | - €                 | - €                 |
| 001 - Résultat investissement reporté         | - €              | 316 296,44 €        | 316 296,44 €        |
| <b>Total dépenses investissement</b>          | <b>320 000 €</b> | <b>316 296,44 €</b> | <b>636 296,44 €</b> |

| Recettes                                       | BP 2023          | BS                  | Cumul 2023          |
|------------------------------------------------|------------------|---------------------|---------------------|
| 1068 - Réserves                                | - €              | 316 296,44 €        | 316 296,44 €        |
| Chap. 040 - Opérations d'ordre entre sections  | 20 000 €         | - €                 | 20 000,00 €         |
| Chap. 041 - Opérations patrimoniales           | - €              | - €                 | - €                 |
| 021 - Virement de la section de fonctionnement | 300 000 €        | - €                 | 300 000,00 €        |
| <b>Total recettes investissement</b>           | <b>320 000 €</b> | <b>316 296,44 €</b> | <b>636 296,44 €</b> |

Pour mémoire ce budget s'équilibre à l'euro près, puisque l'annuité de la dette (frais financiers et amortissement) liée au passif est refacturée aux adhérents concernés.

Le BS consiste uniquement à l'affectation des résultats financiers 2022 (excédent de fonctionnement = déficit d'investissement).



**Pour le budget annexe - Centre de tri de Gilly-sur-Isère :**

**Fonctionnement : + 1 108 K€**

| Dépenses                                        | BP 2023          | BS                    | Cumul 2023            |
|-------------------------------------------------|------------------|-----------------------|-----------------------|
| 60 - Achats                                     | 92 000 €         |                       | 92 000,00 €           |
| 61 - Prestation tri (dont refus)                | 0 €              |                       | 0,00 €                |
| 61 - Autres prestations                         | 342 000 €        |                       | 342 000,00 €          |
| 62/63 - Autres                                  | 1 000 €          |                       | 1 000,00 €            |
| Chap. 011 - Charges à caractère général         | 435 000 €        |                       | 435 000,00 €          |
| Chap. 012 - Charges de personnel                | 75 000 €         |                       | 75 000,00 €           |
| Chap. 65 - Autres charges de gestion courante   | 0 €              |                       | 0,00 €                |
| Chap. 67 - Charges exceptionnelles              | 0 €              |                       | 0,00 €                |
| 022 - Dépenses imprévues                        | 0 €              |                       | 0,00 €                |
| 002 - Résultat d'exploitation reporté (déficit) |                  | 1 026 486,67 €        | 1 026 486,67 €        |
| Chap. 042 - Amortissements                      | 45 000 €         |                       | 45 000,00 €           |
| 023 - Financement de l'investissement           | 0 €              | 82 014,00 €           | 82 014,00 €           |
| <b>Total dépenses de fonctionnement</b>         | <b>555 000 €</b> | <b>1 108 500,67 €</b> | <b>1 663 500,67 €</b> |

| Recettes                                                     | BP 2023          | BS                    | Cumul 2023            |
|--------------------------------------------------------------|------------------|-----------------------|-----------------------|
| Chap. 013 - Rembours <sup>1</sup> sur rémunération personnel | 0 €              |                       | 0,00 €                |
| Prestations de tri (706)                                     | 215 000 €        |                       | 215 000,00 €          |
| Prestations déchets assimilés (706)                          | 0 €              |                       | 0,00 €                |
| Prestations de services (706)                                | 295 000 €        |                       | 295 000,00 €          |
| Chap. 70 - Prestations de services                           | 510 000 €        |                       | 510 000,00 €          |
| Chap. 74 - Subventions d'exploitation                        | 0 €              | 1 108 500,67 €        | 1 108 500,67 €        |
| Chap. 77 - Produits exceptionnels                            | 5 000 €          |                       | 5 000,00 €            |
| Chap. 042 - Quote part subv. transférée (777)                | 40 000 €         |                       | 40 000,00 €           |
| 002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent)             |                  |                       | 0,00 €                |
| <b>Total recettes de fonctionnement</b>                      | <b>555 000 €</b> | <b>1 108 500,67 €</b> | <b>1 663 500,67 €</b> |

Le BS consiste uniquement, en fonctionnement, à l'affectation du déficit 2022 de 1 108 K€ (déficit de fonctionnement 1 026 K€ + 82 K€ pour financer le virement à la section d'investissement), équilibré par une subvention d'équilibre en recettes.

**Investissement : + 82 K€**

| Dépenses                                      | BP 2023         | BS                 | Cumul 2023          |
|-----------------------------------------------|-----------------|--------------------|---------------------|
| Chap. 21 - Immobilisations corporelles        | 5 000 €         |                    | 5 000,00 €          |
| Chap. 23 - Immobilisations en cours           | 0 €             |                    | 0,00 €              |
| Chap. 040 - Opérations d'ordre entre sections | 40 000 €        |                    | 40 000,00 €         |
| 001 - Déficit investissement N-1              |                 | 82 014,00 €        | 82 014,00 €         |
| <b>Total dépenses d'investissement</b>        | <b>45 000 €</b> | <b>82 014,00 €</b> | <b>127 014,00 €</b> |

| Recettes                                    | BP 2023         | BS                 | Cumul 2023          |
|---------------------------------------------|-----------------|--------------------|---------------------|
| 1068 - Réserves                             | 0 €             |                    | 0,00 €              |
| Chap. 040 - Amortissements                  | 45 000 €        |                    | 45 000,00 €         |
| 001 - Excédent investissement N-1           | 0 €             |                    | 0,00 €              |
| 021 - Virement de la section d'exploitation | 0 €             | 82 014,00 €        | 82 014,00 €         |
| <b>Total recettes d'investissement</b>      | <b>45 000 €</b> | <b>82 014,00 €</b> | <b>127 014,00 €</b> |

Le BS consiste uniquement, en investissement, à l'affectation du déficit 2022, équilibré virtuellement via le virement de la section de fonctionnement.

**Pour le budget annexe – Centre de tri de Chambéry :**

**Fonctionnement : + 2 500 K€**

**Dépenses de fonctionnement : + 2 500 K€**

| Dépenses                                            | BP 2023            | BS                    | Cumul 2023            |
|-----------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------|
| 60 - Achats et consommables                         | 410 000 €          | 0,00 €                | 410 000 €             |
| 61 - Prestations de tri (dont refus)                | 3 984 000 €        | 0,00 €                | 3 984 000,00 €        |
| 61 - Autres prestations extérieures                 | 422 500 €          | 0,00 €                | 422 500,00 €          |
| 62/63 - Honoraires et taxes                         | 3 500 €            | 0,00 €                | 3 500,00 €            |
| Chap. 011 - Charges à caractère général             | 4 820 000 €        | 0,00 €                | 4 820 000,00 €        |
| Chap. 012 - Charges de personnel (refacturé par BP) | 1 600 000 €        | 0,00 €                | 1 600 000,00 €        |
| Chap. 65 - Autres charges de gestion courante       | 0 €                | 0,00 €                | 0,00 €                |
| Chap. 66 - Charges financières                      | 100 000 €          | 0,00 €                | 100 000,00 €          |
| Chap. 67 - Charges exceptionnelles                  | 0 €                | 50 000,00 €           | 50 000,00 €           |
| 022 - Dépenses imprévues                            | 0 €                | 118 451,37 €          | 118 451,37 €          |
| Chap. 042 - Amortissements                          | 130 000 €          | 700 000,00 €          | 830 000,00 €          |
| 002 - Résultat d'exploitation reporté (déficit)     | 0 €                | 1 631 548,63 €        | 1 631 548,63 €        |
| 023 - Financement de l'investissement               | 0 €                | 0,00 €                | 0,00 €                |
| <b>Total dépenses de fonctionnement</b>             | <b>6 650 000 €</b> | <b>2 500 000,00 €</b> | <b>9 150 000,00 €</b> |

- Chapitre 67 (50 K€) : provision pour régularisation de titres sur exercices antérieurs
- Chapitre 022 (118 K€) : provision pour dépenses imprévues en exploitation
- Chapitre 042 (700 K€) : amortissement comptable sur 3 ans des travaux de la phase transitoire (opération d'ordre entre sections : recette équivalente en recette d'investissement)
- Chapitre 002 (1 631 K€) : reprise du déficit de fonctionnement cumulé du CA 2022

**Recettes de fonctionnement : + 2 500 K€**

| Recettes                                                     | BP 2023            | BS                    | Cumul 2023            |
|--------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------|
| Chap. 013 - Rembours <sup>t</sup> sur rémunération personnel | 10 000 €           | 0,00 €                | 10 000,00 €           |
| 706 - Prestations de tri                                     | 6 425 000 €        | 0,00 €                | 6 425 000,00 €        |
| 706 - Prestations pesées                                     | 0 €                | 0,00 €                | 0,00 €                |
| 706 - Prestations de services                                | 60 000 €           | 0,00 €                | 60 000,00 €           |
| 707 - Ventes de marchandises                                 | 20 000 €           | 0,00 €                | 20 000,00 €           |
| Chap. 70 - Prestations de services                           | 6 505 000 €        | 0,00 €                | 6 505 000,00 €        |
| Chap. 74 - Subventions d'exploitation                        | 0 €                | 2 500 000,00 €        | 2 500 000,00 €        |
| Chap. 77 - Produits exceptionnels                            | 9 000 €            | 0,00 €                | 9 000,00 €            |
| Chap. 042 - Quote part subv. transférée (777)                | 126 000 €          | 0,00 €                | 126 000,00 €          |
| 002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent)             |                    | 0,00 €                | 0,00 €                |
| <b>Total recettes de fonctionnement</b>                      | <b>6 650 000 €</b> | <b>2 500 000,00 €</b> | <b>9 150 000,00 €</b> |

Inscription d'une subvention d'équilibre de 2 500 K€ permettant de financer le déficit 2022 ainsi que l'amortissement comptable des travaux.

## Investissement : + 1 200 K€

| Dépenses                                      | BP 2023             | RAR                 | BS                  | RAR + BS              | Cumul 2023             |
|-----------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|------------------------|
| Chap. 16 - Amortissement capital de la dette  | 150 000 €           |                     |                     | 0,00 €                | 150 000,00 €           |
| Chap. 20 - Immobilisations incorporelles      | 150 000 €           | 3 960,00 €          |                     | 3 960,00 €            | 153 960,00 €           |
| Chap. 21 - Immobilisations corporelles        | 6 280 000 €         | 9 000,00 €          |                     | 9 000,00 €            | 6 289 000,00 €         |
| Chap. 23 - Immobilisations en cours           | 6 644 000 €         | 308 725,65 €        | -57 693,53 €        | 251 032,12 €          | 6 895 032,12 €         |
| Chap. 040 - Opérations d'ordre entre sections | 126 000 €           |                     |                     | 0,00 €                | 126 000,00 €           |
| 001 - Déficit investissement N-1              |                     |                     | 936 007,88 €        | 936 007,88 €          | 936 007,88 €           |
| <b>Total dépenses d'investissement</b>        | <b>13 350 000 €</b> | <b>321 685,65 €</b> | <b>878 314,35 €</b> | <b>1 200 000,00 €</b> | <b>14 550 000,00 €</b> |

| Recettes                                    | BP 2023             | RAR           | BS                    | RAR + BS              | Cumul 2023             |
|---------------------------------------------|---------------------|---------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|
| 16 - Emprunts contractés                    | 12 900 000 €        |               | 500 000,00 €          | 500 000,00 €          | 13 400 000,00 €        |
| 13 - Subventions                            | 320 000 €           |               |                       | 0,00 €                | 320 000,00 €           |
| 1068 - Réserves                             | 0 €                 |               |                       | 0,00 €                | 0,00 €                 |
| Chap. 040 - Amortissements                  | 130 000 €           |               | 700 000,00 €          | 700 000,00 €          | 830 000,00 €           |
| 001 - Excédent investissement N-1           | 0 €                 |               |                       | 0,00 €                | 0,00 €                 |
| 021 - Virement de la section d'exploitation | 0 €                 |               | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                 |
| <b>Total recettes d'investissement</b>      | <b>13 350 000 €</b> | <b>0,00 €</b> | <b>1 200 000,00 €</b> | <b>1 200 000,00 €</b> | <b>14 550 000,00 €</b> |

### **Dépenses d'investissement : + 1 200 K€**

- RAR (322 K€) : intégration des restes à réaliser 2022 (phase transitoire centre de tri) aux chapitres 20, 21 et 23
- BS : réduction de 58 K€ au chapitre 23
- Chapitre 001 (936 K€) : reprise du déficit d'investissement cumulé du CA 2022

### **Recettes d'investissement : + 1 200 K€**

- Chapitre 16 (500 K€) : emprunt d'équilibre (qui ne sera mobilisé qu'en fonction des besoins réels de financement des investissements du centre de tri [foncier et études préalables])
- Chapitre 040 (700 K€) : amortissement comptable des travaux de la phase transitoire (opération d'ordre entre sections : dépense équivalente en dépense de fonctionnement)

### **Le Comité Syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité :**

**Article unique : approuve** les budgets supplémentaires 2023 du budget principal et des budgets annexes « Gestion des passifs », « Centre de tri de Gilly-sur-Isère » et « Centre de tri de Chambéry » tels que détaillés ci-dessus.



## 5. QUESTIONS DIVERSES

### 5.1 Calendrier des instances

Dates des prochains Comités Syndicaux :

- Vendredi 23 juin 2023 à 14h30
- Vendredi 07 juillet 2023 à 14h30
- Vendredi 15 septembre 2023 à 14h30
- Vendredi 13 octobre 2023 à 14h30
- Vendredi 10 novembre 2023 à 14h30
- Vendredi 08 décembre 2023 à 14h30

Dates des COTECH mensuel :

- Jeudi 04 mai 2023 à 10h00
- Jeudi 1<sup>er</sup> juin 2023 à 10h00
- Jeudi 06 juillet 2023 à 10h00

L'ordre du jour étant épuisé et en l'absence de questions nouvelles, la séance est levée à 16h38.









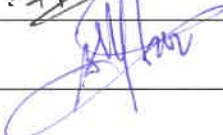

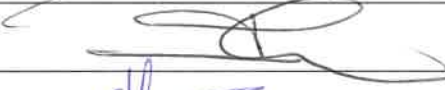

Le Secrétaire de séance,  
Arthur BOIX-NEVEU



La Présidente,  
Marie BENEVISE



Signatures du procès-verbal du Comité Syndical du 28 avril 2023

|                         |                                                                                      |
|-------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|
| DAL BIANCO Serge        |    |
| VIGUET-CARRIN Françoise |    |
| ZOCCOLO Alain           |     |
| BENEVISE Marie          |                                                                                      |
| BOIX-NEVEU Arthur       |    |
| DRIVET Jean-Marc        |                                                                                      |
| GRANGE Yves             |                                                                                      |
| BLANQUET Denis          |     |
| VAN STRAATEN Nicolas    |    |
| FANTIN Philippe         |    |
| TAIN Daniel             |    |
| HANRARD Bernard         |   |
| VIBERT Christian        |                                                                                      |
| CECILLE Joël            |   |
| CHEMIN François         |  |
| SIMON Christian         |  |
| VARESANO José           |                                                                                      |
| <b>Visio</b>            |                                                                                      |
| DESMARET Xavier         |                                                                                      |
| THEVENON Raphaël        |                                                                                      |
| BOURGEOIS Florence      |                                                                                      |
| BARBIER Marie-Claire    |                                                                                      |